

violence dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 et sur la nécessité d'adopter des mesures réalistes destinées à restaurer la confiance et à créer un climat propice à des négociations susceptibles de mettre fin au conflit israélo-arabe.

La situation au Liban n'a pas cessé d'inquiéter les Canadiens, qui ont trouvé particulièrement troublante l'explosion de violence survenue en avril 1989 et qui a fait un nombre considérable de victimes du côté civil et causé de lourdes pertes matérielles. Plus tard ce mois-là, M<sup>me</sup> Monique Landry a annoncé une aide humanitaire de 500 000 \$ à la campagne du Comité international de la Croix-Rouge en faveur du Liban. En outre, afin d'apporter une solution rapide et humanitaire au sort des Libanais qui fuient leur pays, le Canada a mis sur pied un bureau temporaire des visas à Chypre. Le Canada a été le seul pays du monde à prendre des dispositions spéciales à cet égard. À la fin de 1989, plus de 3 300 visas d'immigrant avaient été émis. Le Canada a totalement appuyé les efforts de la Ligue arabe en vue de trouver une solution politique à la crise libanaise. Dans une déclaration en date du 24 octobre, M. Joe Clark a accueilli favorablement l'accord

tarifaire d'octobre 1989, dont les réformes politiques et constitutionnelles devaient mener à de nouvelles élections présidentielles et servir de base à la réconciliation nationale.

La fin de la guerre entre l'Iran et l'Iraq constitue un autre tournant majeur qui contenait la promesse d'une amélioration sensible des relations économiques et politiques entre le Canada et ces deux pays. Alors que le fragile cessez-le-feu se poursuivait, les forces canadiennes sont demeurées au sein du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Iran-Iraq (GOMNUII), déployé du côté iraquien de la frontière. Le Canada a continué d'inciter l'Iran et l'Iraq à appuyer les efforts du Secrétaire général des Nations Unies en faveur de la conclusion d'un traité de paix durable. Le Canada a normalisé ses relations avec l'Iran en 1988, mais certains incidents controversés, dont l'affaire Rushdie (menaces de mort prononcées contre l'auteur britannique), ont compromis le rétablissement de ces relations.

Des efforts ont été déployés pour stimuler l'intérêt des gens d'affaires canadiens à l'égard des marchés du Moyen-Orient. L'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Iraq a accru les chances d'assister à de sérieux efforts de